

Commission : Conseil de sécurité historique

Question : En connaissant le futur (2030), quels sont les choix qu'on aurait dû faire pour éviter cet avenir catastrophique ?

Auteur : Délégation du Guyana

La délégation du Guyana, membre non permanent du conseil de sécurité en 2024, est ravie de participer à la septième conférence du MUNNUCLE, et souhaite que cet événement se passe dans les meilleures conditions possibles. La multiplication des tensions et conflits armés préoccupe grandement la délégation du Guyana. En effet, nous voulons comprendre comment et pourquoi le conseil de sécurité peine à maintenir la paix entre les états afin de rétablir et de garantir un avenir prospère pour l'ensemble des délégations. Nous voulons rappeler que par le passé nous avons essayé de régler certains problèmes au mieux, par exemple en signant des accords visant à stopper le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avec un accord signé le 31 août 2023 ou encore en s'engageant dans un programme de coopération visant à mieux protéger les aires naturelles du plateau des Guyanes avec le soutien de la France et le Suriname. Ce programme visait à renforcer la protection de la zone. Il était soutenu par l'Union européenne et même par l'Agence française de développement (AFD). Cependant, malgré nos efforts de coopération sur la scène internationale, nous avons dû faire face en 2023 à l'augmentation de la présence militaire au Venezuela qui souhaitait s'approprier L'Essequibo, région qui représente environ 2/3 du territoire de notre pays et contient également 1/5 de notre population. Cette situation nous a contraint à élargir nos relations de défense et de sécurité avec le Brésil, les Etats-Unis, l'Inde et le Royaume Uni. Le monde actuel est un monde sous tensions dans lequel les pays en guerre ou subissant des conflits se retrouvent parfois isolés ou abandonnés sur la scène internationale. L'intervention des casques bleus s'avère donc plus que nécessaire pour venir en aide aux populations qui subissent les décisions politiques de certains états. Le Conseil de Sécurité est une entité essentielle des Nations Unies mais nous devons admettre que son champ d'action demeure limité. Le Guyana pense donc que la question du droit de Veto devrait être suspendu pour les membres impliqués dans les conflits que nous connaissons actuellement afin que toute décision soit prise d'un point de vue neutre et objectif.

Le Guyana est soucieux de l'avenir de ses citoyens mais comment garantir l'épanouissement des populations après les accidents nucléaires survenus en 2026 et 2027 alors que le traité sur l'interdiction des armes nucléaires voté en 2022 aurait dû nous conduire vers un désarmement progressif ? La gestion de notre monde ne peut dépendre exclusivement des membres permanents qui défendent principalement leurs intérêts personnels avant de penser au collectif.

La délégation du Guyana s'engage donc à retenir les leçons du passé mais aussi à prendre des mesures audacieuses et éclairées dès aujourd'hui lors de ce débat car notre future dépendra des désistions prises par l'ensemble des délégations ici présentes.

